

Tous ensemble, unis et mobilisés : sauvons le service public de la Culture

La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et les suppressions drastiques d'emplois publics qui la guident ont déjà très durement frappé l'administration centrale et les grandes directions du ministère de la Culture. Cette vaste entreprise de démantèlement et de déstabilisation des services atteint aujourd'hui les personnels dans leurs conditions de travail et dans leur santé.

Le gouvernement de François Fillon n'entend pourtant pas en rester là.

Il vient de donner le coup d'envoi de l'acte 2 de la RGPP qui, cette fois, vise tous les établissements publics (musées, monuments, établissements d'enseignement supérieur, archéologie...).

Dans le même temps, il poursuit la « réforme » de l'administration territoriale de l'Etat pour encore supprimer des emplois. Celle-ci concerne directement les DRAC et les SDAP aujourd'hui enlisés dans la logique des projets de services.

Eric Woerth, le Ministre du budget est à la manœuvre et il n'a que faire de la culture, de ses enjeux fondamentaux, sociaux et économiques. Sa doctrine et ses objectifs sont ceux du Président de la République : moins d'emplois publics, moins de subventions et d'intervention de l'Etat, moins de service public !

Sous couvert d'« audits flash » dont les conclusions sont écrites par avance par l'Elysée et Matignon, il s'agit

maintenant d'appliquer à tous les établissements publics, sans exception, la règle socialement injuste et économiquement stupide du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, a minima.

Les agents du ministère de la Culture, à Paris comme en régions, se sont battus avec beaucoup de courage et de détermination contre la RGPP 1. Ce combat, qui n'a jamais cessé, ressurgit actuellement par une grève retentissante au Centre Pompidou. La lutte fructueuse des salariés des Arts décoratifs nous montre aussi le chemin. Ailleurs encore, à l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive (INRAP) comme dans de nombreux établissements et services, la tension monte et la mobilisation s'organise.

Les agents qui ont bâti ce ministère, qui portent et défendent à bout de bras ses politiques et ses moyens d'action sur l'ensemble du territoire national, récusent la politique de casse voulue par Nicolas Sarkozy et mise en oeuvre par son gouvernement.

Face à la brutalité et à l'intensité des attaques gouvernementales contre le ministère de la Culture, contre ses missions de service public et contre ses personnels, et compte tenu de la gravité de la situation, l'ensemble des organisations syndicales du ministère réunies ce jour à Paris ont décidé d'appeler dans l'unité à l'extension, à l'amplification et à la convergence des luttes contre la RGPP.

En conséquence l'ensemble des organisations syndicales, dépose ce jour un préavis de grève reconductible sur l'ensemble du Ministère de la Culture à compter du mercredi 2 décembre. Elles appellent partout à la tenue d'Assemblées Générales sur les lieux de travail pour organiser la grève :

- Non aux suppressions d'emplois et de postes !

- Non aux réductions de subventions des établissements publics, non au désengagement financier de l'Etat, non aux restrictions budgétaires !
- Retrait des mesures RGPP !
- Non au démantèlement du service public culturel !
- Pour le maintien des garanties statutaires pour l'ensemble des agents !

Paris, le 26 novembre 2009